



A R R Ê T
DU CONSEIL D'ÉTAT¹
DU ROI,

*Portant établissement d'une Administration provinciale dans
la généralité de Moulins.*

Du 19 Mars 1780.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE ROI s'étant fait rendre compte des premiers travaux des Administrations provinciales du Berry & de la haute Guyenne, & concevant toujours l'espérance, que ces établissemens contribueront au bonheur de ses peuples, a bien voulu étendre encore ce bienfait à la généralité de Moulins ; en conséquence, Elle a jugé à propos d'ordonner qu'il se tiendrait à Moulins, le 1.^{er} Mai, une Assemblée de seize Propriétaires, pris dans differens Ordres, pour procéder au choix de trente - six autres, & former en tout une Assemblée provinciale de cinquante-deux, dont dix devront être pris dans l'Ordre du Clergé, seize dans celui de la Noblesse, & vingt-six dans le Tiers-état, tant députés des villes que propriétaires habitans des campagnes. A quoi voulant pourvoir :

A

2

Où le rapport ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL , a ordonné
& ordonne ce qui suit ;

A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera formé dans la Généralité de Moulins , une Assemblée composée de dix Membres de l'ordre du Clergé , de seize Gentilshommes propriétaires , & de vingt-six Membres du Tiers-état , tant députés des villes que propriétaires habitans des campagnes ; pour ladite Assemblée , aussi long - tems qu'il plaira à Sa Majesté , répartir les Impositions dans ladite province , en faire la levée , diriger la confection des grands chemins & les ateliers de charité , ainsi que tous les autres objets que Sa Majesté jugera à propos de lui confier.

I I.

CETTE Assemblée , dont Sa Majesté se réserve de nommer le Président , ne pourra pas durer plus d'un mois ; les suffrages y seront comptés par tête , & non par distinction d'ordre ; & Sa Majesté y fera connoître ses volontés par un ou deux Commissaires chargés de ses instructions.

I I I.

DANS l'intervalle de ces Assemblées , il y aura un Bureau d'administration , composé de huit Membres de l'Assemblée , de deux Procureurs-Syndics , & d'un Secrétaire ; lequel Bureau suivra tous les détails relatifs à la répartition & à la levée des impositions , ainsi qu'aux autres objets confiés à la direction de l'Assemblée provinciale ; le Bureau sera tenu de se conformer aux délibérations de ladite Assemblée , & de lui rendre compte de toutes ses opérations.

I V.

SA MAJESTÉ veut qu'il ne soit versé à son Trésor royal , que la même somme qui y entre maintenant , provenant des impositions , déduction faite des frais de recouvrement , ainsi que du montant des décharges & modérations , & des secours qu'Elle accorde en moins imposé & en ateliers de charité ; & Sa Majesté attend du zèle de cette Assemblée , qu'elle s'occupera incessamment des meilleurs moyens à proposer pour

3
écarter l'inégalité & l'arbitraire, & pour établir la plus grande justice dans les répartitions, & la plus grande économie dans les recouvrements, & pour encourager le Commerce & l'Agriculture, en étendant & facilitant les communications.

V.

AUCUNE dépense déterminée par ladite Assemblée ou le Bureau d'administration, ne pourra avoir lieu, si elle n'est expressément autorisée par Sa Majesté, sauf toutefois les frais indispensables & ordinaires de l'Administration, dont la somme sera fixée.

V I.

PERMET Sa Majesté à ladite Assemblée, ainsi qu'au Bureau d'administration intermédiaire, choisi par l'Assemblée provinciale, de faire en tout temps à Sa Majesté telles représentations qu'ils aviseront, & de lui proposer les réglemens qu'ils croiront justes & utiles à la province: Défend cependant Sa Majesté, que sous prétexte de ces représentations ou de réglemens projetés, la répartition ou le recouvrement des impositions établies, ou qui pourroient l'être par la suite, suivant les formes usitées dans son royaume, puissent éprouver le moindre obstacle ni délai; Sa Majesté voulant dès-à-présent, qu'audit cas, il soit procédé à l'assiette & recouvrement des impositions dans la forme observée jusqu'à ce jour dans les différentes provinces des pays d'élections.

V I I.

VEUT Sa Majesté que le sieur Intendant & Commissaire départi pour l'exécution de ses ordres dans ladite généralité, puisse prendre connoissance des diverses délibérations de l'Assemblée provinciale & du Bureau d'administration, toutes les fois qu'il le croira convenable pour le service de Sa Majesté & le besoin de ses peuples.

V I I I.

LA manière constante de procéder aux élections, tant pour la formation des assemblées générales, que pour la nomination des Membres du Bureau intermédiaire, ainsi que pour les autres objets d'administration, non encore prescrits par le présent arrêt, ne sera définitivement ordonnée par Sa Majesté qu'après le terme

4

de la première Assemblée provinciale , & ce , afin de concilier d'autant plus sûrement ces divers réglemens avec les circonstances particulières de la province : Se réserve même Sa Majesté de modifier , sur les observations qui lui seront faites , les dispositions du présent arrêt qui seroient susceptibles d'un changement favorable aux vues de justice & de bienfaisance dont Elle est animée.

I X.

P O U R parvenir cependant à composer la première Assemblée, Sa Majesté veut que le 1^{er}. Mai prochain , il soit tenu à Moulins une Assemblée préliminaire de seize propriétaires, convoqués en vertu des ordres de Sa Majesté , lesquels en indiqueront trente-six autres ; pour , d'après l'approbation de Sa Majesté , former avec les seize antérieurement nommés , la première Assemblée provinciale , & ce , à l'époque que Sa Majesté fixera dans les Lettres de convocation qu'Elle fera expédier à cet effet. FAIT au Conseil d'État du Roi , Sa Majesté y étant , tenu à Versailles le dix-neuf mars mil sept cent quatre-vingt. Signé A M E L O T.